



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} trimestre 2025

Une inflexion significative de la dynamique des prix a été observée au premier trimestre 2025, l'inflation enregistrant une baisse de 0,56 % en variation trimestrielle, une première depuis le quatrième trimestre 2020. Ce recul s'explique principalement par la diminution des prix de l'énergie et par une stabilisation des prix de l'alimentation. Il fait ainsi écho au ralentissement de l'inflation observé en France (+1,1 % en moyenne sur le premier trimestre), et contraste avec la persistance de tensions inflationnistes au Canada (+2,3 % en moyenne sur le premier trimestre) dont les répercussions sur l'économie locale semblent avoir été atténuées par une évolution favorable du taux de change euro-dollar canadien. Le mouvement de désinflation se confirme également en rythme annuel, avec un ralentissement significatif de l'indicateur des prix à la consommation qui s'établit à 0,71 % contre 2,31 % précédemment.

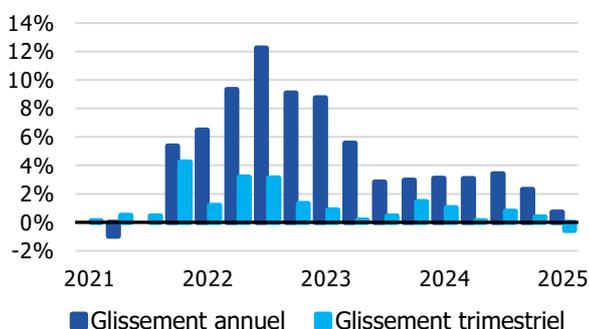
Malgré ce ralentissement, la consommation des ménages reste sous tension : elle progresse en valeur mais recule en volume. Du côté des entreprises, la dynamique est inverse, les importations de biens d'investissement progressent en volume mais reculent en valeur.

Enfin, les principaux secteurs économiques affichent des signaux globalement positifs. Le secteur de la pêche progresse, porté par la hausse des captures de flétan blanc. La fréquentation touristique affiche un niveau exceptionnellement élevé pour une basse saison, grâce à l'activité de croisière. Le secteur du BTP quant à lui, montre une reprise partielle, soutenue par une hausse des importations de ciment.

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

Une baisse de l'inflation pour la première fois en quatre ans

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : Préfecture © IEDOM

Au cours du premier trimestre 2025, l'inflation en glissement trimestriel (g.t.) recule pour la première fois depuis le quatrième trimestre 2020 à -0,56 % (après +0,37 % au dernier trimestre 2024).

Cette baisse s'explique essentiellement par le repli des prix de l'énergie (-8,81 % en g.t.), lié à la diminution du tarif réglementé de l'électricité intervenue au 1^{er} février 2025 (-16,14 % en g.t.) ainsi qu'à la baisse des prix du fioul de chauffage (-4,97 % en g.t.) et du carburant (-2,96 % en g.t.) alors que les prix du pétrole ont globalement baissé sur les marchés depuis le troisième trimestre 2024.

La stabilisation des prix de l'alimentation observée sur la période (-0,01 % après +1,03 %), fait suite, avec un décalage, à celle constatée dans l'Hexagone au dernier trimestre 2024 (+0,02 %). Bien que les prix alimentaires canadiens soient repartis à la hausse au premier trimestre 2025 (+3,1 % après un recul de 1,2 % au dernier trimestre 2024), l'effet de cette augmentation a semble-t-il été contenu dans l'archipel par un taux de change favorable sur la période. Pour rappel, le Canada représente environ la moitié des importations de biens

alimentaires de l'archipel, contre un peu moins d'un tiers pour l'Hexagone.

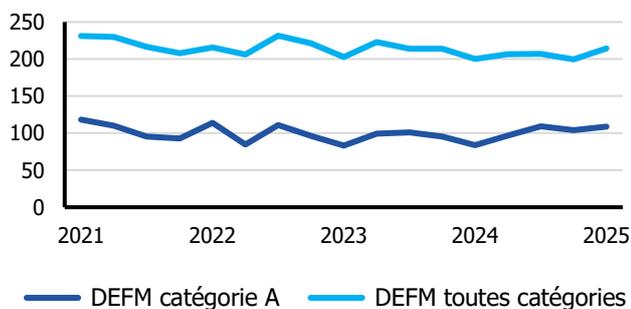
Enfin l'évolution de l'indice des prix est également marquée par le ralentissement des prix des services (+0,29 % après +0,99 %) et de l'habillement (+0,34 % après +0,75 %).

En glissement annuel, l'inflation marque également le pas, (+0,71 % après +2,31 % au dernier trimestre 2024), principalement sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie (-13,15 %) et du ralentissement de l'ensemble des grandes composantes dont l'alimentation (+1,25 % après +4,86 % en g.a.) et les services (+1,65 % après +2,21 %).

Au premier trimestre 2025, l'écart d'inflation entre l'archipel et la France entière (+0,8 % à fin mars 2025) se resserre.

Une hausse du nombre de demandeurs d'emploi sous l'effet de la réforme du RSA

Indicateurs du marché du travail



Source : Douanes, traitement CVS IEDOM © IEDOM

Au premier trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) augmente, avec 109 personnes inscrites en catégorie A (CVS), soit une hausse de 4,6 % sur le trimestre.

Cette augmentation semble s'expliquer par l'entrée en vigueur en janvier 2025 de la réforme du RSA. En effet, tant que les bénéficiaires du RSA n'ont pas signé leur contrat d'engagement, ils sont temporairement comptabilisés en catégorie A, ce qui a pour effet de gonfler le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés. Le nombre de DEFM de catégories ABC progresse de façon plus modérée (+1,8 %).

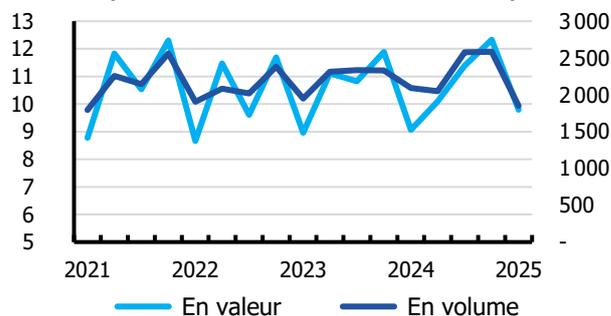
Le nombre de bénéficiaires du RSA augmente également, passant de 61 à 66 personnes sur le trimestre, soit une hausse de 8,2 %.

Du côté des offres d'emploi, le volume se maintient à un niveau similaire à celui de l'an passé, avec 68 offres enregistrées au premier trimestre 2025, contre 62 un an plus tôt. Sur douze mois glissants, 245 offres ont été

recensées, un chiffre proche des 249 observées à la même période de l'année précédente.

La consommation des ménages progresse en valeur mais recule en volume

Importations de biens de consommation (en millions d'euros et en tonnes)



Source : Douanes © IEDOM

Après s'être repliée fin 2024, la consommation des ménages progresse en valeur (+8 % en g.a.), mais recule en volume (-11,4 % en g.a.) au premier trimestre 2025.

Les biens durables, notamment, enregistrent une nette progression sur un an (+28,7 % en valeur et +27,4 % en volume), principalement portés par l'achat de véhicules de tourisme (+60,5 % en valeur). Les biens non alimentaires progressent en valeur (+15,2 %) mais baissent en volume (-26,0 %) en lien avec les importations de produits pharmaceutiques plus forte en valeur qu'en volume et la chute des importations de vêtements (-0,8 % en valeur et -82,6 % en volume).

Dans le même temps, les biens alimentaires, qui représentent près de la moitié des importations des ménages de l'archipel, reculent à la fois en valeur (-4,2 %) et en volume (-13,7 %). Ce recul s'explique principalement par la baisse en valeur des importations de produits laitiers (-13,2 %), bien que leurs importations en volume augmentent de 9,4 %. Une évolution qui traduit la baisse des prix des produits laitiers, essentiellement importés de l'Hexagone, observée du deuxième au quatrième trimestre 2024 dans l'archipel. Les boissons enregistrent également une contraction notable, avec une diminution de 14,8 % en valeur et de 37,9 % en volume).

Les immatriculations de véhicules particuliers progressent fortement sur un an (+48,6 %), en lien avec la hausse des achats de véhicules de tourisme. À l'inverse, les immatriculations de véhicules utilitaires reculent de 12 %. L'ensemble des immatriculations augmente ainsi de 21,9 % sur la période.

Enfin, l'encours des crédits à la consommation des établissements installés localement recule sur le trimestre (-4,8 %), après trois trimestres de hausse, pour s'établir à 26,1 millions d'euros. Sur un an, il demeure toutefois en progression, avec une hausse de 6,1 %.

Les importations de biens d'investissement des entreprises se contractent en valeur

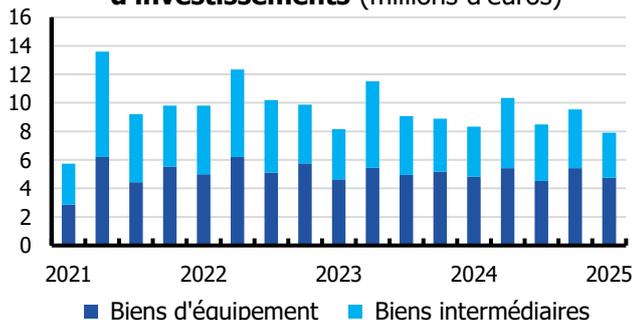
Au premier trimestre, l'investissement des entreprises diminue en valeur (-5,1 % en g.a.) mais progresse en volume (+12,8 % en g.a.), une évolution qui traduit l'évolution des importations de biens intermédiaires (-9,8 % en valeur, +16,4 % en volume). Les importations de biens d'équipement en revanche, reculent à la fois en valeur (-1,7 %) et en volume (-18,3 %).

Dans le détail, les importations de biens intermédiaires sont tirées à la hausse en volume par les importations de sables et à la baisse en valeur par le recul des importations de matières plastiques.

Les importations des biens d'équipement sont en baisse par rapport au premier trimestre 2024 qui avait été marqué par l'acquisition d'un nouveau véhicule d'appui et de commandement pour les sapeurs-pompiers de Saint-Pierre.

L'encours bancaire des crédits d'investissement aux entreprises des établissements installés localement poursuit sa baisse. Il recule de 3,2 % en glissement trimestriel et de 8,6 % en glissement annuel, pour s'établir à 31,5 millions d'euros fin mars, après 32,6 millions fin décembre.

Importations de biens d'investissements (millions d'euros)



Source : Douanes @IEDOM

Nouvelle hausse des importations de combustibles

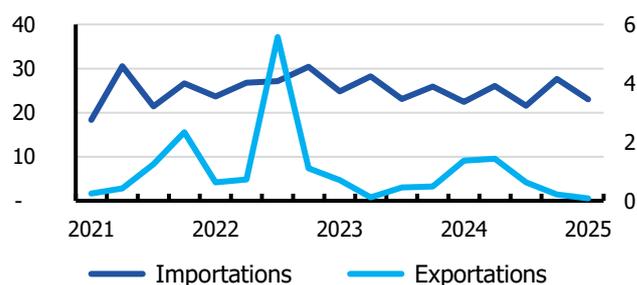
Au premier trimestre 2025, les importations totales de l'archipel progressent, tant en valeur (+2,5 % en g.a.) qu'en volume (+2,5 % en g.a.) en

lien avec l'augmentation des importations de biens de consommation et de combustibles (+5,2 % en valeur et +4,2% en volume).

De leur côté, les exportations déclarées connaissent une forte contraction au premier trimestre (-94 % en g.a.).

La balance commerciale reste donc largement déficitaire, dans un contexte structurel où les importations répondent à la quasi-totalité des besoins de consommation de l'archipel. Le taux de couverture s'établit à seulement 0,4 % en valeur.

Échanges commerciaux (en millions d'euros)



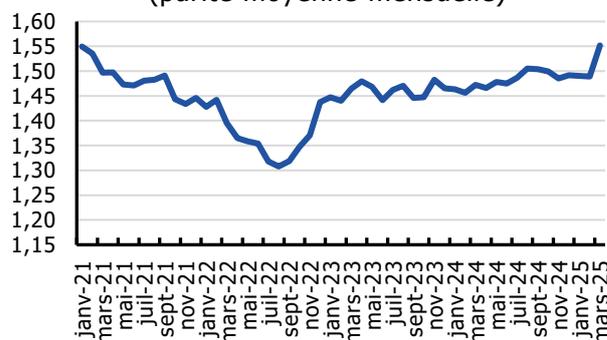
Source : Douanes @IEDOM

L'euro poursuit sa progression face au dollar canadien

L'euro se renforce face au dollar canadien et s'échange en moyenne sur le trimestre à 1,51 CAD contre 1,49 CAD au trimestre précédent, soit une appréciation de 1,23 % en glissement trimestriel. Au premier trimestre 2025, l'euro a atteint son plus haut niveau face au dollar canadien depuis le premier trimestre 2021.

En glissement annuel, la parité euro dollar progresse de 3,17 %.

Taux de change de l'EUR/CAD (parité moyenne mensuelle)



Source : Banque de France @IEDOM

La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

Reprise ciblée de la pêche, centrée sur le flétan blanc

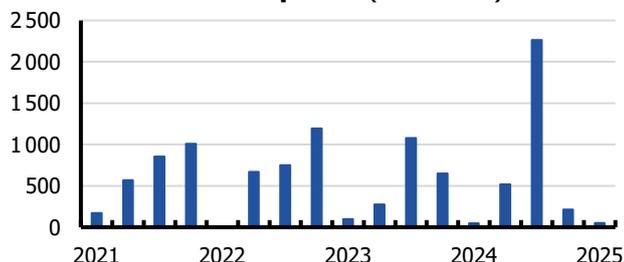
Le secteur de la pêche enregistre une progression au premier trimestre 2025 (+9,7 % sur un an), portée exclusivement par la hausse des captures de flétan blanc, qui atteignent 51 tonnes contre 44 tonnes un an auparavant (+14,3 %).

Cette évolution fait suite à l'accord conclu en septembre 2024 avec le Canada sur la répartition des quotas qui attribue 3 % du taux admissible de captures de flétan blanc à l'archipel, soit 147,8 tonnes. L'augmentation des captures résulterait d'un recentrage stratégique de l'activité autour de cette espèce.

Aucune autre espèce n'a donc été pêchée au cours du trimestre. Outre le choix de concentrer les efforts sur une seule espèce, cette spécialisation s'expliquerait également par des difficultés persistantes de recrutement dans la filière, ainsi que par le nombre réduit de navires en activité, en lien avec la saisonnalité du secteur.

Fin mars 2025, le volume total des prises atteint environ 3 050 tonnes en cumul sur douze mois, soit une hausse de 48,7 % par rapport à l'année précédente.

Prises de pêche (en tonnes)



Source : DTAM/ Pôle Maritime © IEDOM

Une fréquentation touristique inédite pour la saison

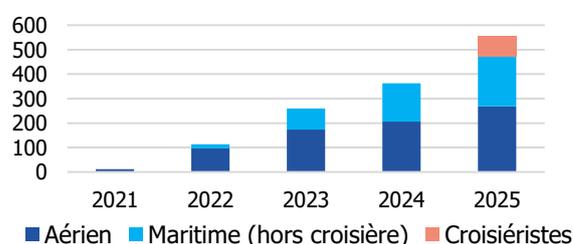
Au premier trimestre 2025, la fréquentation touristique étrangère progresse sur un an avec 556 passagers accueillis contre 363 au premier trimestre 2024 (+53,2 %), portée par les escales inédites d'un navire de croisière aux mois de janvier et de mars dans l'archipel. Au total, 231 croisiéristes ont été accueillis dont 82 passagers étrangers. En raison des vols affrétés par la compagnie de croisière pour acheminer les passagers depuis ou vers Saint-Pierre-et-Miquelon, le nombre de touristes étrangers arrivés par la voie aérienne est également en

hausse au premier trimestre avec un total de 269 voyageurs étrangers recensés au cours de la période (+30,6 %).

Hors croisiéristes, le nombre de touristes étrangers arrivés par voie maritime progresse également, il s'élève à 205 passagers au cours du trimestre (+30,6 %).

La ventilation par nationalité confirme la prédominance des touristes canadiens (402 personnes) tandis que le nombre de touristes de nationalités diverses a plus que doublé, en lien avec l'activité de croisière (112 voyageurs au premier trimestre 2025 contre 50 un an plus tôt).

Touristes étrangers par voie d'arrivée*



Source : Police aux frontières © IEDOM * Données du 1^{er} trimestre uniquement

Une reprise partielle du secteur du BTP

Au premier trimestre 2025, l'activité dans le secteur du bâtiment et des travaux publics progresse sur un an. Toutefois, elle demeure en retrait par rapport aux niveaux saisonniers habituels.

Les volumes importés de ciment atteignent 31 tonnes, contre 1,5 tonne à la même période en 2024. De leur côté, les importations de menuiserie et de pièces de charpente s'élèvent à 12,5 tonnes, après 9,8 tonnes un an plus tôt.

Les importations de ciment sont en forte hausse par rapport au niveau moyen observé au premier trimestre pour la période 2016-2024 (7,8 tonnes). Cependant, les importations de menuiserie et de charpente restent en dessous de la moyenne saisonnière (19,1 tonnes). Cette évolution traduit une reprise partielle, dans un secteur structurellement dépendant de la commande publique et sensible à la saisonnalité. De plus, de nombreux marchés publics ont été signés plus tardivement du fait de l'actualité politique ce qui a entraîné un retard de commandes dans le secteur de la commande publique.

La conjoncture régionale et internationale

La Banque du Canada maintient son taux directeur à 2,75 %

La croissance économique canadienne progresse de 0,5 % au premier trimestre 2025, un rythme identique à celui observé au trimestre précédent. Elle a principalement été soutenue par une augmentation des exportations (+1,6 %), notamment de véhicules automobiles (+16,7 %) et de machines industrielles (+12,0 %), dans un contexte d'anticipation de la mise en place de nouveaux droits de douane aux États-Unis.

L'inflation moyenne augmente au cours du premier trimestre, passant de 1,9 % au trimestre précédent à 2,3 %. Après avoir atteint un pic à 2,6 % en février, l'inflation a diminué en mars, sous l'effet conjugué de la baisse des prix de l'essence et des voyages organisés. La fin temporaire de l'exonération de la TPS/TVH en février a également exercé une pression haussière sur l'IPC, atténuée par son rétablissement en mars.

Sur l'ensemble du trimestre, le marché du travail canadien apparaît moins dynamique. Après une croissance en janvier (+0,4 %), l'emploi stagne en février puis recule en mars (-0,2 %). Le taux de chômage reste stable à 6,6 % en moyenne, mais progresse en mars à 6,7 %, première hausse mensuelle depuis novembre 2024, en lien avec une baisse de l'emploi et du travail à temps plein (-0,4 %).

Dans ce contexte, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2,75 %. En effet, malgré la résilience récente de l'économie mondiale, qu'elle attribue à une activité accrue du fait de l'anticipation de l'entrée en vigueur des droits de douane, les incertitudes liées à la politique commerciale américaine persistent à un niveau élevé. Aussi, la Banque du Canada adopte une posture prudente, précisant qu'elle souhaite recueillir davantage d'informations avant de décider des prochaines étapes du cycle d'assouplissement monétaire initié en juillet 2024.

Sources : Statistiques Canada et Banque du Canada

Une croissance mondiale entravée par les incertitudes et la politique douanière américaine

Le FMI maintient ses anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Celle-ci devrait atteindre 4,3 % en 2025 puis 3,6 % en 2026. Ce reflux pourrait toutefois être moindre qu'initialement annoncé avec des anticipations d'inflation aux États-Unis et au Royaume-Uni revues à la hausse. Le coût élevé des services, le rebond du prix des matières premières et l'impact de la hausse des droits de douane impacteraient en effet l'inflation aux États-Unis ; de même que la hausse des tarifs réglementés au Royaume-Uni.

Les prévisions de croissance américaine sont revues à la baisse : selon les dernières prévisions du FMI, le PIB progresserait de 1,8 % en 2025 et 1,7 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 2,7 % et 2,1 % en janvier 2025. Ce moindre optimisme procède tant des tensions commerciales et de la mise en place de nouveaux droits de douane que d'une consommation moins dynamique qu'attendu.

En zone euro, le contexte d'incertitude et la hausse des droits de douane aux États-Unis pèsent également sur les perspectives de croissance qui, selon le FMI, atteindrait 0,8 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. Au sein de la zone euro, l'économie allemande devrait connaître une croissance nulle en 2025. L'Espagne en revanche se distinguerait par son dynamisme, affichant une croissance de 2,5 %, à la faveur notamment des reconstructions consécutives aux inondations survenues en 2024.

En France, le premier trimestre 2025 est marqué par une croissance modérée du PIB de 0,1 % selon les premières estimations de l'Insee (après la baisse de 0,1 % au quatrième trimestre 2024 liée au contrecoup des Jeux olympiques). La Banque de France anticipe une hausse modeste, +0,7 %, pour l'exercice 2025, suivie d'une accélération en 2026, à +1,2 %.

L'économie japonaise souffre elle aussi des incertitudes nées de la politique douanière américaine, qui pourraient peser sur la consommation des ménages nippons. La prévision de croissance pour 2025 est ainsi revue à la baisse par le FMI à 0,6 % pour 2025, contre 1,1 % dans les dernières prévisions de janvier.

Le ralentissement concernerait également les pays émergents en 2025 : la Chine, qui souffre des incertitudes nées de la politique douanière américaine voit ses anticipations de croissance pour 2025 ramenées à 4,0 %, contre 4,6 % en janvier ; en Inde, les prévisions de croissance ont été ramenées à 6,2 % pour 2025 (6,5 % en janvier). La croissance des pays émergents d'Afrique subsaharienne et d'Europe est également attendue en ralentissement pour l'année 2025. Les économies du Moyen-Orient et d'Asie centrale bénéficient de perspectives plus favorables.

Sources : FMI, INSEE, Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directrice de la publication : M. Urban ■ Responsable de la rédaction : L. Claireaux

Rédaction : K. Louise-Alexandrine